DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE — 1re CIRCONSCRIPTION ANNECY - SAINT-JULIEN

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Dans un pays développé comme le nôtre, le socialisme peut se faire sans désordre ni atteintes à la liberté des individus. Il faut et il suffit que des choix sérieux soient faits et que l'intelligence de chacun soit utilisée. Les réformes qui suivent peuvent être financées par des ressources nouvelles, par des économies sur des dépenses inutiles et par l'expansion économique.

	Nous REFUSONS	Nous PROPOSONS
GOUVERNEMENT	Pouvoir personnel. Constitution peu démocratique. Centralisation excessive. Répression policière. Contrôle des moyens d'information.	Gouvernement de législature stable et responsable devant le Parlement Régionalisation, voix donnée aux collectivités locales. Dialogue. Statut de l'O.R.T.F., assurant son indépendance..
POLITIQUE SOCIALE, LOGEMENT, SANTÉ	15 millions de mal-logés. Trop peu de logements sociaux. Spéculation foncière. Mauvaise répartition du revenu national. Hôpitaux scandaleusement insuffisants.	Abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale. Municipalisation des sols à bâtir. Construction de 400 000 logements sociaux par an. Revalorisation des retraites et du pouvoir d'achat. Triplement de l'effort hospitalier.
IMPOTS	Injustice fiscale. Salariés durement frappés. Fraude, exonérations pour le patronat.	Allègement pour les petits revenus. Impôts sur les terrains à bâtir et les sociétés.
EMPLOI, DROIT SYNDICAL	600 000 chômeurs effectifs. Pas de reconversion prévue pour ouvriers et cadres. Brimades contre les syndicalistes.	Plein emploi, 40 heures, retraite à 60 ans. Formation professionnelle permanente, plan de reconversion pour artisans et petits commerçants touchés par les transformations économiques. Nationalisation de tous les secteurs-clés. Démocratie dans l'entreprise : reconnaissance de la section syndicale, droit de regard sur la gestion, pouvoir de contester les décisions patronales, notamment en matière d'embauche.
ENSEIGNEMENT	« La plus belle réussite de la Ve République » (Pompidou en 68). Les origines sociales comptent plus que les aptitudes. Classes surchargées. Enseignement inadapté à tous les niveaux.	Meilleure formation des maîtres, Classes de 25 élèves. Refonte des programmes. Abrogation de la loi Debré. Participation des maîtres et des étudiants à la gestion de l'université.
AGRICULTURE - TOURISME	Appauvrissement et endettement des milieux agricoles. Accaparement des sites.	Réforme du système de distribution, aide aux coopératives. Intervention directe de la profession agricole dans l'organisation des marchés. Développement du tourisme social et familial.
POLITIQUE INTERNATIONALE	Politique de prestige militaire. Aide à l'Espagne franquiste, au Portugal colonialiste et à l'Afrique du Sud raciste.	Abandon de la force de frappe. Condamnation de l'agression américaine au Vietnam. Construction d'une Europe élargie, libérée de l'emprise économique américaine.

Contre le désordre établi, pariez sur l'avenir :

Votez MANNEVILLE

IMPRIMERIE ANNECIENNE, TYPO-OFFSET



PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Pierre MANNEVILLE

42 ans, 3 enfants : Olivier, Sylvie, Véronique
Professeur agrégé au Lycée Berthollet
Conseiller Municipal de Cran-Gevrier
Membre du Comité de Jumelage Annecy-Cheltenham
Animateur de Ciné-clubs
Sports : ski, vélo, marche

Suppléant :

Jean DELCAMP

42 ans, 3 enfants
Agent technique électronicien
Militant de Comité d'entreprise
Sports : ski, montagne, pêche

Mes Amis,

Mai 1968 a vu deux faits très importants : le vrai visage hargneux du gaullisme et le nouveau visage de la France du dialogue.

D'une part, le pouvoir, né de l'émeute, a constamment poussé ouvriers, étudiants et paysans au désespoir et à la violence parfois, car il est incapable de dialoguer, donc de gouverner démocratiquement. A ceux qui ont légitimement craint les excès, je signale que le système actuel y conduit nécessairement. Soutenu par des intérêts privés pour qui les artisans, les petits agriculteurs, tous les faibles sont des obstacles et non des cas humains, il règne avec autoritarisme et en excitant les Français les uns contre les autres. L'inflation ne sera pas jugulée et la crise ne sera pas résolue par lui.

D'autre part, le formidable mouvement de contestation contre toutes les injustices et le caractère inhumain de la société industrielle (cadences, vie d'automate). Parti de la jeunesse, ouvrière et étudiante, imprudente parfois mais très sincère et lucide, ce mouvement a abouti à un grand élan populaire. Je demande à tous ceux que les grèves ont gênés de reconnaître le calme et la maturité des grévistes haut-savoyards assurant la propreté de leurs villes et l'entretien de leurs outils de travail, et formant dans les usines et les écoles des commissions de travail pour préparer l'avenir, cadres et ouvriers, parents, maîtres et élèves unis. La société future ne se fera pas contre les hommes qui la composent mais pour eux, par le dialogue.

La principale revendication de mai est le désir d'avoir une responsabilité. Le gouvernement devant la pression des salariés demandant un contrôle étroit de la gestion de leur entreprise a habilement détourné l'attention en accédant à leurs légitimes revendications salariales. Le salaire n'étant qu'une partie du produit du travail, il est nécessaire que le reste — amortissement et investissements — soit contrôlé pour éliminer profits et bénéfices illicites. Seule une gestion saine peut garantir les conditions de travail et la sécurité de l'emploi.

Le grand intérêt des jeunes et des esprits généreux pour les problèmes du Tiers-Monde, de la faim dans le monde et du néo-colonialisme les ont conduits à comparer l'exploitation des pays pauvres à l'exploitation de certains catégories de travailleurs chez nous, à la situation alarmante de certaines régions, au déclassement des femmes sur le marché du travail, au chômage des cadres et des jeunes. L'exigence de justice sociale que je signalais l'an dernier est parfois reprise en haut lieu : on prononce les mots de section syndicale d'entreprise, de participation, de régionalisation, mais, avec hypocrisie. La mutation demandée par le P.S.U. vise à rapprocher partout les centres de décision des intéressés. Aujourd'hui, il faut ajouter avec force qu'il n'y a pas de démocratie sans liberté de la justice et de l'information (surtout l'O.R.T.F.) et sans une refonte complète de l'Education nationale : plus d'orientation autoritaire, plus d'école transformée en usine, mais une éducation permanente, ouverte à tous.

De toute l'agitation récente, croyez-moi, il restera beaucoup de bien : l'aventure de la France de la fin du vingtième siècle est commencée. Chacun y aura sa place. Les parents ne reconnaîtront plus leurs enfants, mais ils les verront plus heureux dans la dignité et dans la justice. Le libéralisme et les autorités silencieuses ont fait leur temps. Je vous offre de prendre avec moi le parti du dialogue.

Pierre MANNEVILLE